



# L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## 10 JUILLET 2023

Grèce, Elections,

### ENCORE DES SALADES

Pari gagné pour le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis. Son parti Nouvelle Démocratie a obtenu une majorité absolue historique lors du second tour des élections, avec 158 des 300 sièges du Parlement. Cependant, comme partout en Europe, cette victoire s'accompagne d'une remontée nette du vote d'extrême droite.

- Deux partis - aux sympathies fascisantes "Les Spartiates" et "Niki" (Victoire) - ont fait leur entrée au Parlement.
  - Le premier étant l'héritier direct du parti néo-nazi "Aube dorée" dissout par la justice en 2020.
    - Son dirigeant, Elias Kasidiaris, a diffusé de la propagande d'extrême droite en ligne alors qu'il était incarcéré.
  - Le parti "Niki" met l'accent sur les traditions chrétiennes orthodoxes, s'oppose à l'immigration, à l'avortement et a une position pro-russe.
- Une troisième formation, "Solution grecque", pro-russe elle aussi, ultranationaliste, europhobe et hostile à l'immigration profite comme les deux autres du climat actuel de tensions.
  - Comme partout se positionne à propos de la guerre en Ukraine ;
  - Et en particulier au regard de la catastrophe du naufrage de plus de 700 migrants au large des côtes grecques.
    - Le tout saupoudré de critiques exclusivement adressées aux forces de l'ordre grecques.
- Le parti de gauche radicale Syriza de l'ancien Premier ministre A. Tsipras, a connu un nouveau recul mais reste le principal parti d'opposition.
  - Avant de démissionner, consécutivement à cet échec, A. Tsipras, a appelé les forces démocratiques à organiser la résistance contre la progression de la droite et de l'extrême droite.
  - Jadis sur le point de disparaître, les socialistes (Pasok) redeviennent un parti crédible, mais sans bénéficier des pertes de Syriza.
    - Les électeurs de ce dernier se sont soit abstenus, soit déportés vers le centre-droit.

- Avec cette élection, la Grèce tourne définitivement la page de la crise des dettes souveraines, au moment où se réouvre le débat sur [les politiques d'austérité budgétaire](#) et les critères du Pacte de Stabilité de la zone Euro.
  - Dans ce contexte dominant aussi les craintes que la montée de l'extrême droite ne pousse le gouvernement à adopter des politiques plus à droite pour contrer son influence.
  - La question de l'échec de Syriza agite beaucoup la sphère de la gauche européenne, qui y voit [les conséquences de promesses non tenues](#).
    - La presse s'interroge sur la nécessité pour les partis de gauche et socialistes de travailler ensemble afin d'éviter une plus grande fragmentation.
    - La mise en œuvre d'un tel projet pourrait s'avérer difficile, car le Pasok vise à devenir le principal parti d'opposition, en profitant du déclin de Syriza.

## Populisme,

### EN ROUTE MARTY !

L'alternance politique est un des critères fondamentaux pour jauger de la santé d'une démocratie. Les victoires successives de la droite européenne ne devraient, en théorie, pas poser de problème moral ou politique. Cependant, le mouvement qui porte les droites au pouvoir dans toute l'Union européenne suscite des inquiétudes chez les observateurs attachés à l'État de droit en Europe, en particulier en ce qui concerne le sort des [migrants ou celui de l'environnement](#).

- Dans un récent article pour Agenda Publica, [Giovanni Capoccia](#) rappelle que le mouvement populiste de droite en Europe avait connu des revers en 2022.
  - Cette année avait été marquée par l'invasion de l'Ukraine décidée par V. Poutine et les défaites de dirigeants de droite tels que M. Le Pen et J. Bolsonaro.
  - Cependant, l'optimisme initial a été de courte durée car le populisme de droite a continué à gagner du terrain.
    - Le Fratelli d'Italia de G. Meloni a remporté les élections en Italie, le Rassemblement national de M. Le Pen a vu son soutien augmenter en France et Alternative für Deutschland a doublé son soutien en Allemagne, gagnant même une élection directe pour la première fois, en Thuringe.
    - Peurs, victimisation ou politiquement correct, la [Süddeutsche Zeitung](#) revient sur les raisons de cette dynamique.
    - En Espagne, Vox a également progressé lors des élections locales et devrait garder cette dynamique lors des élections législatives anticipées du 23 juillet 2023.
- Cette droitisation constitue une menace pour [les minorités](#) les plus vulnérables et, plus généralement, la démocratie libérale en Europe, estiment les observateurs, au-delà des adversaires politiques.
  - En effet, ces partis s'embarrassent peu du respect de l'Etat de droit.

- La montée de la droite radicale [pèse sur les partis conservateurs](#) et perturbe déjà l'équilibre actuel des pouvoirs au sein des différents pays et des institutions de l'UE.
  - Ceci pourrait conduire à des coalitions entre les partis de droite modérée et radicale et à un déplacement du processus décisionnel vers les gouvernements nationaux.
- Les conséquences pourraient être un ralentissement de l'intégration européenne, une réduction du pouvoir de la Commission européenne et une alliance avec des forces hostiles à l'intégration européenne au niveau mondial.
- Ce sera - à n'en pas douter - l'un des enjeux du scrutin des européennes de [juin 2024](#).



## EUROPE GÉOPOLITIQUE

### 10 JUILLET 2023

Hydrocarbures, Sanctions,

### ZERO SUM GAME

À qui profitent les sanctions sur le pétrole russe ? [Wolfgang Munchau](#) et les analystes de Eurointelligence proposent un bilan provisoire de cette “expérience de politique étrangère significative” lancée par l’UE et le G7 dans le contexte de la guerre en Ukraine.

- Ces mesures visaient à réduire les achats de pétrole de l'UE à la Russie, deuxième exportateur mondial de pétrole, et à imposer une limite de prix sur le pétrole, tant brut que raffiné.
  - Dans l'ensemble, les sanctions ont eu effectivement un certain succès à court terme, ce qui s'est traduit par une baisse des prix du pétrole russe par rapport aux prix de référence mondiaux et par une diminution substantielle des recettes pétrolières de la Russie.
  - Toutefois, les exportations de pétrole russe sont restées stables.
    - En effet, les exportations de brut dépassent les niveaux des deux années précédentes ;
    - et les exportations de produits raffinés se sont également maintenues, malgré des problèmes logistiques.
- [Les principaux bénéficiaires de ces sanctions ont été les pays asiatiques](#), en particulier [l'Inde](#), qui absorbait plus d'un tiers de l'ensemble des importations de pétrole brut russe en mai.

- Toutefois, la capacité de l'Inde à importer davantage de pétrole de Russie est [limitée par des facteurs pratiques](#) et géopolitiques.
- L'Inde bénéficie de prix nettement plus bas pour le brut russe que pour le pétrole saoudien.
- Les perdants de ce scénario sont les autres membres de l'OPEP+ et, en particulier, l'Arabie saoudite.
  - La récente décision de l'Arabie saoudite de détourner davantage d'exportations de pétrole vers l'Asie peut être considérée comme une tentative de reconquête des clients asiatiques qui ont désormais accès au pétrole russe moins cher.
  - Ce résultat pourrait avoir des conséquences inattendues pour l'Occident, surtout si les monarchies du Golfe qui dépendent du pétrole, en particulier l'Arabie saoudite, sont confrontées à des pénuries de revenus qui entravent leurs efforts de diversification économique.
    - L'embargo emporte d'importantes implications géopolitiques à long terme, divisant effectivement le marché mondial du pétrole.
- L'impact de ces sanctions sur la capacité de la Russie à faire la guerre, notamment en Ukraine, reste préoccupant.
  - Les restrictions à l'importation se sont avérées plus difficiles à appliquer en raison des intermédiaires illicites sur le marché gris, et elles jouent un rôle plus important dans ce contexte que les restrictions à l'exportation.
    - On note, par exemple, une explosion du commerce extérieur des pays de la zone d'influence russe, [comme le note une analyse détaillée](#) de la Banque de reconstruction et développement (BERD).
  - Dans tous les cas, l'issue de la guerre en Ukraine sera d'abord déterminée sur le champ de bataille mais les soutiens et positions peuvent être conséquents aux prix du pétrole.

Sanctions,

# GROS PAQUET

Pendant ce temps, un nouveau paquet de [sanctions](#) a été décidé par l'UE, justement pour empêcher le contournement des interdictions sur les importations de pétrole russe par les voies maritimes et le transport de fret russe.

- Le train de mesures, publié au Journal officiel de l'UE le 23 juin 2023, interdit l'accès aux ports et aux écluses de l'UE aux navires effectuant des transferts de cargaison entre navires lorsque les autorités ont des "motifs raisonnables" de croire que ces transferts visent à contourner l'embargo sur le pétrole russe ou les plafonds de prix fixés par le G7.
  - L'interdiction s'applique à tous les navires, quel que soit leur pavillon.
  - L'accès est également refusé aux navires qui ne notifient pas, au moins 48 heures à l'avance, un transfert de navire à navire effectué dans la zone économique exclusive d'un État membre ou dans ses eaux territoriales.
  - De même, l'accès est refusé si les autorités ont des "motifs raisonnables de soupçonner" que les navires altèrent leur système d'identification automatique (AIS) lorsqu'ils transportent du pétrole russe.
- En outre, les nouvelles sanctions interdisent aux camions équipés de remorques et de semi-remorques russes de transporter des marchandises vers l'UE, même s'ils sont tractés par des camions immatriculés en dehors de la Russie.
  - Ceci afin de lutter contre le contournement de l'interdiction faite aux transporteurs routiers russes d'acheminer des marchandises dans l'UE.
- Les sanctions visent aussi les entreprises : Vulkan, une société russe connue pour concevoir des armes numériques pour les services russes, [a été sanctionnée par l'UE pour son implication dans l'invasion de l'Ukraine](#).
  - L'Union indique que Vulkan détient une licence délivrée par le Service fédéral de sécurité russe (FSB), lui permettant de développer des technologies de cryptage, de gestion de données et de collecte de renseignements pour les services de l'Etat russe.
    - Les outils de l'entreprise, développés sous cette licence, peuvent être utilisés pour collecter de grandes quantités de données sur les plateformes de médias sociaux.
  - Une enquête internationale menée par plusieurs médias, dont Le Monde, a précédemment révélé des documents internes de Vulkan, exposant son développement d'outils informatiques pour des campagnes cyberoffensives pour le compte des services de renseignement russes.
    - Un projet notable, appelé Amezit, comprenait un logiciel sophistiqué pour créer et gérer de faux comptes de médias sociaux afin de mener des campagnes d'influence.
    - Un autre projet, baptisé Skan, consistait à collecter des informations publiques sur les infrastructures numériques en vue de cyberattaques potentielles, potentiellement pour le compte des services de renseignement militaire russes (GRU).
- En ce qui concerne les personnes, dans [un éditorial pour le JDD](#) au moment des premières sanctions, Elise Bernard avait expliqué les enjeux de l'État de droit dans la sanction des oligarques. Malheureusement, dans une enquête récente de [Mediapart](#) on peut lire que des membres de la famille proche d'oligarques russes, dont Dmitri Peskov, le porte-parole de

Vladimir Poutine, continuent de profiter de leurs luxueuses villas en France, qui n'ont pas été gelées par le gouvernement français.

- Si certaines villas appartenant à des personnalités telles que Boris Rotenberg et Musa Bazhaev ont fait l'objet de sanctions, Andrey Zubitskiy, propriétaire de la Villa Della Robbia à Saint-Jean-Cap-Ferrat, a réussi à échapper aux sanctions.
  - Malgré son implication dans la gestion de Industrial Metallurgical Holding (IMH), dont son frère est le PDG et l'actionnaire majoritaire, Andrey Zubitskiy n'a pas fait l'objet de sanctions, ce qui lui permet de continuer à jouir de sa propriété en France.
- L'enquête, baptisée "RussianEscape", menée par Mediapart en collaboration avec l'ONG allemande Civil Forum for Asset Recovery (CIFAR) et l'European Investigative Collaborations (EIC), révèle que plusieurs propriétés de luxe en France appartenant à des membres de la famille proche de personnes sanctionnées, telles que Dmitry Peskov, n'ont pas été gelées par le gouvernement français.
  - L'enquête montre comment l'utilisation de membres de la famille et de proches associés est devenue l'une des principales méthodes pour échapper aux sanctions.
- Malgré les [efforts de la REPO Task Force](#), une force d'action internationale dédiée à la traque des avoirs russes, qui a gelé près de 53 milliards d'euros d'actifs, il existe des failles dans le système qui permettent aux oligarques de transférer leurs richesses ou de les dissimuler avec l'aide de membres de leur famille.
  - La capacité du gouvernement français à étendre les sanctions aux membres de la famille serait limitée par des contraintes juridiques.
  - La tâche de surveillance et de détection de ces cas serait trop largement sous-traitée aux opérateurs commerciaux et financiers.



GREEN DEAL  
10 JUILLET 2023

Industrie,

## GREEN CARS LOTERIE

Entre inflation, austérité et populisme, qui ont partie liée, c'est tout l'agenda de transition vers les technologies vertes, en particulier dans l'industrie automobile comme le rappelle [cette étude de la fondation Jean Jaurès](#), qui est en jeu.

- Cette transformation du modèle [s'accompagne de coûts importants](#) auxquels les constructeurs automobiles européens devront faire face.
  - Les investissements dans de nouvelles plateformes et usines de batteries les obligeront à renoncer aux bénéfices des voitures électriques dans un avenir prévisible.
    - C'est ce que montre l'expérience de Tesla qui n'a atteint la rentabilité que récemment, après vingt ans d'existence.
  - Par rapport à la Chine, qui a investi dans les véhicules électriques il y a dix ans et a sécurisé ses chaînes d'approvisionnement, les constructeurs automobiles européens sont à la traîne en termes de coûts et de production de masse.
    - Ils devront rivaliser avec la production automobile chinoise tout en ne maîtrisant pas le coût des matières premières importées.
- Malgré le doublement des investissements dans les véhicules électriques, les coûts ont été volatils, atteignant un pic en 2022 et restant 30 % plus élevés que les niveaux d'avant la pandémie.
  - La prévisibilité des bénéfices devient un défi face à une telle volatilité des coûts.
    - La survie des constructeurs automobiles européens sur un marché saturé par les voitures chinoises est incertaine et dépendra du soutien politique.
  - Les ministres de l'économie de la France, de l'Allemagne et de l'Italie ont annoncé des efforts conjoints et des investissements dans les matières premières.
    - Les décisions relatives aux investissements dans la chaîne d'approvisionnement, tels que l'extraction des matières premières et le raffinage, sont cruciales.
- La [loi sur les matières premières critiques](#) proposée par la Commission européenne vise à ce que les États membres assument collectivement la responsabilité de la production, du raffinage et du recyclage des matières premières critiques.
  - D'ici 2030, les États membres devront être collectivement responsables de 15 % de la production, de 40 % du raffinage et de 10 % du recyclage de certaines matières premières critiques telles que le lithium, le cobalt, le manganèse et le cuivre
  - Cependant, dans [leur position au Conseil](#), les États membres veulent [des objectifs plus ambitieux](#) encore.
    - La France, l'Italie et l'Allemagne ont engagé des fonds importants pour relancer les industries de recyclage et investir dans l'exploitation minière, même si l'efficacité de ces engagements reste à démontrer.
- Entre temps, en réponse aux restrictions sur les semi-conducteurs imposées par les Etats-Unis et [suivies par l'UE](#), la Chine signifie aux Etats-Unis, et incidemment aux Européens, que l'accès aux matières premières critiques désormais sera soumis [aussi à ses propres impératifs de sécurité](#).
  - Une [restriction d'exportation](#) des terres rares qui pourrait avoir aussi un impact sur les technologies vertes.

## SIZE MATTERS

Les études sont formelles : la transformation de l'agriculture intensive européenne est nécessaire pour préserver la biodiversité et le climat. Les pratiques intensives menacent la biodiversité et contribuent aux émissions de gaz à effet de serre. Une transition vers des pratiques durables [comme l'agriculture biologique](#) permettrait de préserver les écosystèmes, réduire les émissions et protéger les ressources naturelles.

- Bonne nouvelle, selon les dernières données Eurostat, [l'agriculture biologique dans l'UE a continué de croître, atteignant 9,9 % des terres agricoles cultivées en 2021](#).
  - Les données actualisées montrent que 15,9 millions d'hectares étaient consacrés à l'agriculture biologique dans l'Union, contre 14,7 millions d'hectares en 2020.
  - Eurostat souligne qu'entre 2012 et 2021, la superficie consacrée à l'agriculture biologique a augmenté dans presque tous les pays de l'UE, le Portugal (+283 %) et la Croatie (+282 %) connaissant les taux de croissance les plus élevés.
    - La France a également connu une augmentation significative de 169 %, mais reste très loin des moyennes européennes dans un pays [qui n'arrive pas à en faire une réelle priorité](#).
- L'objectif fixé par la stratégie "De la ferme à la table" est de convertir 25 % des terres agricoles de l'UE à la production biologique d'ici à 2030.
  - L'Autriche et la Suède restent les pays où la proportion d'agriculture biologique est la plus élevée, avec respectivement 26 % et 23 % des terres agricoles cultivées.